

Grève dans l'Éducation nationale : jeudi 1er février, une manifestation est prévue à 11 h à Alençon



Le 26 janvier 2021, les enseignants manifestaient déjà contre la réduction du nombre de postes dans l'Éducation nationale, pour demander des revalorisations salariales dans les rues d'Alençon. Aujourd'hui, ils s'insurgent également contre « toutes les injonctions pédagogiques » qu'ils subissent. Archives Ouest-France

Tous les syndicats majoritaires de l'Éducation nationale appellent à la grève, jeudi 1er février 2024. Dans l'Orne, une manifestation est également prévue devant la préfecture à Alençon, à 11 h. Les raisons de la colère sont multiples. Le point avec Alexandra Bojanic, secrétaire départementale du SNUipp-FSU 61.

Jeudi 1^{er} février 2024 sera jour de grève dans l'Éducation nationale. Dans l'Orne, les syndicats appellent à cesser le travail et à manifester, à 11 h, devant la préfecture d'Alençon. « **Il y aura potentiellement des écoles fermées** », annonce Alexandra Bojanic, secrétaire départementale du SNUipp-FSU.

« Nous demandons des moyens pour l'école »

« **Nous demandons des moyens pour l'école**, résume la responsable syndicale. **On n'a jamais eu autant d'élèves avec des difficultés qui ne relèvent pas du scolaire, mais on supprime des postes. À la rentrée, nous allons en perdre 650 dans le premier degré en France, 21 dans l'Orne.** »

« **Les inégalités se creusent. Nous avons besoin d'un ministre à plein temps**, poursuit Alexandra Bojanic, pointant la nomination récente d'Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'Éducation nationale. **Et je ne reviendrai pas sur les approximations, mensonges et autres couacs qui ont suivi...** »

Lire aussi : [Amélie Oudéa-Castéra : récit d'un démarrage chaotique pour la ministre de l'Éducation](#)

Dans le primaire ornaise, les préoccupations ne manquent pas. « **Sur quatorze postes de psychologues scolaires, par exemple, seulement six sont pourvus parce que notre territoire n'est pas assez attractif. Nous constatons aussi des démissions de collègues qui ne veulent pas enseigner dans le département.** »

Même pénurie du côté des médecins scolaires. « **Certaines visites obligatoires sont faites avec des infirmières, d'autres ne sont pas pratiquées.** » Alexandra Bojanic estime aussi que les moyens font défaut pour que l'école soit réellement inclusive. « **Il y a encore des élèves sur liste d'attente.** »

Et rien n'a changé sur le plan des rémunérations, « **toujours insuffisantes, notamment pour les AESH** », les accompagnants des élèves en situation de handicap, dont le salaire est « **inférieur à 800 € par mois** ». La syndicaliste déplore, enfin, « **les injonctions qui sont des entraves à notre liberté pédagogique et révèlent une vision passéiste de l'école** ».

Fabienne GÉRAULT.